



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2024

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances, 2025
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

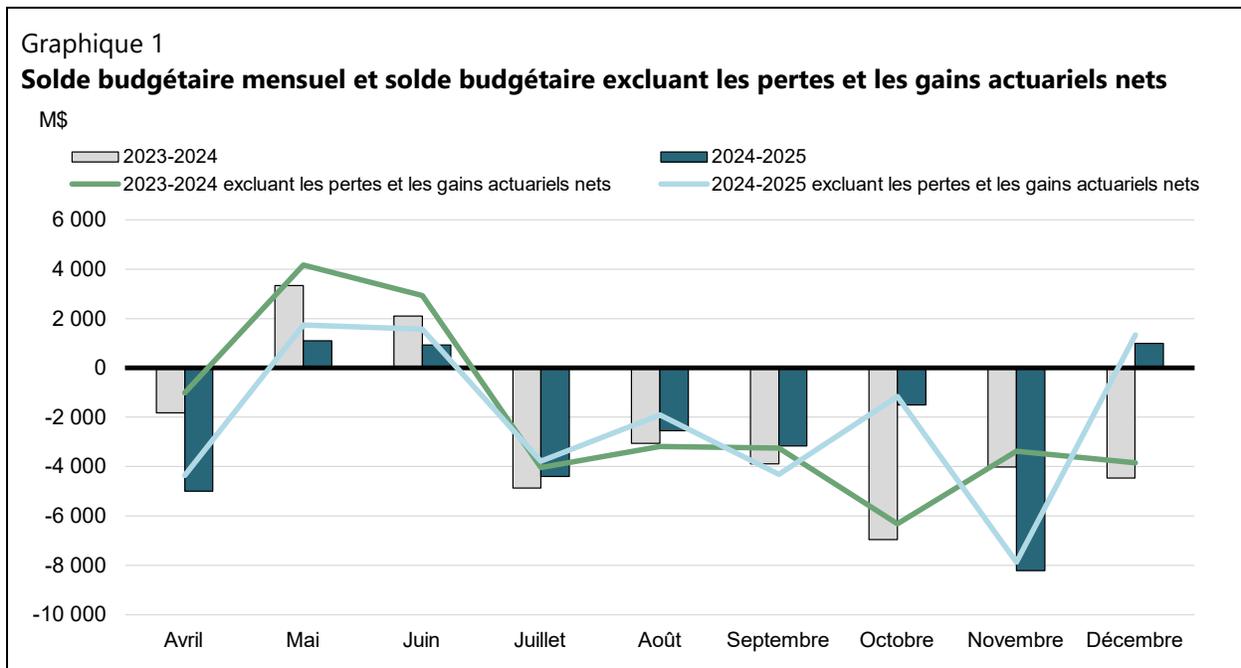
This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Décembre 2024

Le mois de décembre 2024 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 4,5 milliards de dollars pour la même période de 2023. L'excédent budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 1,3 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,8 milliards de dollars pour la même période en 2023-2024. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.



Comparativement à décembre 2023 :

- Les revenus ont augmenté de 8,1 milliards de dollars (22,3 %), ce qui s'explique principalement par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, de la taxe sur les produits et services et de l'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (6,1 %), principalement sous l'effet d'une augmentation des paiements de transfert aux particuliers et aux provinces, aux territoires et aux municipalités.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (16,9 %), principalement sous l'effet d'une augmentation de l'encours des obligations négociables et des rajustements plus élevés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, qui a été compensée en partie par une baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), principalement en raison de l'amortissement des gains attribuable à des taux d'actualisation élevés découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, ainsi que de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Avril à décembre 2024

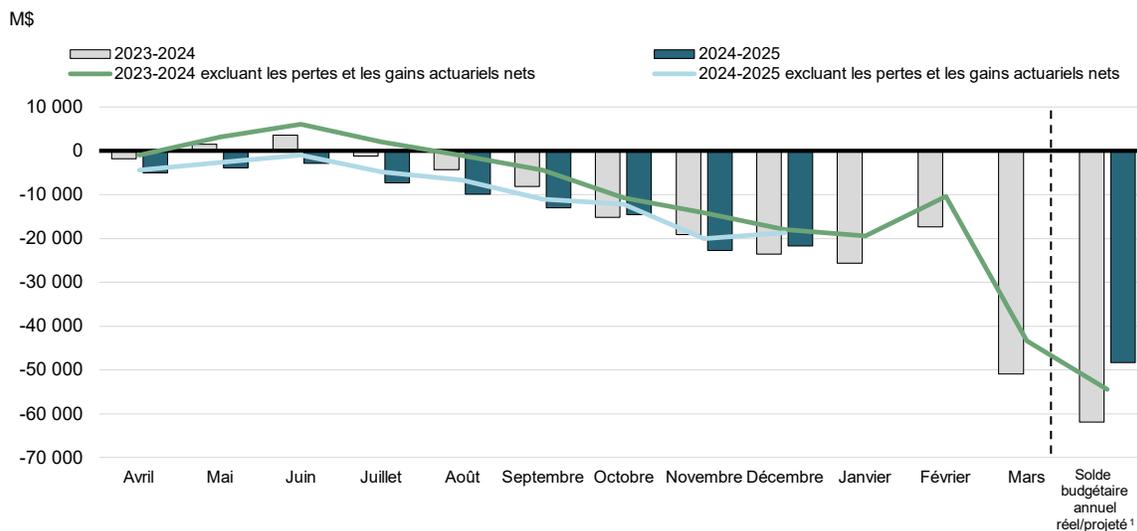
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 21,7 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2024-2025, par rapport à un déficit de 23,6 milliards de dollars pour la même période de 2023-2024. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 18,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 17,9 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre de 2023-2024.

Comparativement à 2023-2024 :

- Les revenus ont augmenté de 37,6 milliards de dollars (11,8 %), ce qui s'explique par des augmentations de toutes les sources de revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 32,2 milliards de dollars (10,7 %), sous l'effet des augmentations dans l'ensemble des principales catégories de dépenses, entraînées par les charges de programmes directes et des principaux transferts aux particuliers.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 6,1 milliards de dollars (17,3 %), principalement sous l'effet des taux effectifs moyens plus élevés sur les obligations négociables et les bons du Trésor en circulation, ainsi qu'une augmentation de l'encours des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 2,7 milliards de dollars (46,8 %), en raison à la fois de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et d'autres avantages futurs des employés du gouvernement, au 31 mars 2024, et de la fin de la période d'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes des années précédentes.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹ Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2023-2024; Énoncé économique de l'automne de 2024

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Opérations budgétaires				
Revenus	36 258	44 335	318 070	355 624
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-36 061	-38 277	-300 956	-333 201
Frais de la dette publique	-4 039	-4 721	-35 057	-41 123
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-3 842	1 337	-17 943	-18 700
Pertes actuarielles nettes	-630	-335	-5 670	-3 015
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-4 472	1 002	-23 613	-21 715
Opérations non budgétaires	11 140	-21 900	-18 556	-75 480
Ressources ou besoins financiers	6 668	-20 898	-42 169	-97 195
Variation nette dans les activités de financement	9 630	18 326	65 167	64 663
Variation nette de la trésorerie	16 298	-2 572	22 998	-32 532
Trésorerie à la fin de la période			64 794	34 124

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en décembre 2024 se sont élevés à 44,3 milliards de dollars, soit une hausse de 8,1 milliards de dollars (22,3 %) par rapport à décembre 2023.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (21,8 %), comparativement à la même période en 2023-2024, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, de la taxe sur les produits et services (TPS) et de l'impôt sur le revenu des sociétés. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 68,3 % en raison de déductions moins élevées et d'une activité économique plus forte dans le secteur des services. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 29,4 % en raison de la hausse des revenus.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (44,8 %), ce qui s'explique en partie par le prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2024-2025. On continue de remettre l'intégralité des produits directs aux provinces ou aux territoires où ils sont générés.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (11,1 %), sous l'effet de la hausse du taux de cotisation et du nombre de personnes qui ont un emploi.
- Les autres revenus ont connu une augmentation de 0,8 milliard de dollars (26,1 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, des revenus d'intérêts et de pénalités et des revenus nets tirés des opérations de change.

Les revenus pour la période d'avril à décembre 2024-2025 se sont élevés à 355,6 milliards de dollars, soit une hausse de 37,6 milliards de dollars (11,8 %) par rapport à la même période en 2023-2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 26,4 milliards de dollars (10,0 %), comparativement à la même période en 2023-2024, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (26,2 %), ce qui est attribuable au prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2024-2025.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (11,2 %), sous l'effet de la hausse du taux de cotisation et du nombre de personnes qui ont un emploi.
- Les autres revenus ont augmenté de 7,2 milliards de dollars (26,8 %), en grande partie sous l'effet des hausses des profits nets des sociétés d'État entreprises, des revenus en intérêts et en pénalités et des revenus nets des opérations de change.

Tableau 2

Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2023	2024	Variation	2023-2024	2024-2025	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	19 211	21 966	14,3	152 001	163 428	7,5
Sociétés	6 717	8 693	29,4	51 629	61 878	19,9
Non-résidents	802	918	14,5	8 812	9 715	10,2
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	26 730	31 577	18,1	212 442	235 021	10,6
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services ¹	2 941	4 951	68,3	39 438	43 172	9,5
Taxes sur l'énergie	496	405	-18,3	4 172	4 210	0,9
Droits de douane à l'importation ¹	472	464	-1,7	4 281	4 059	-5,2
Autres taxes et droits d'accise ¹	594	652	9,8	5 268	5 575	5,8
Total des autres taxes et droits	4 503	6 472	43,7	53 159	57 016	7,3
Total des revenus fiscaux	31 233	38 049	21,8	265 601	292 037	10,0
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	761	1 102	44,8	6 906	8 716	26,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 292	1 436	11,1	18 498	20 564	11,2
Autres revenus	2 972	3 748	26,1	27 065	34 307	26,8
Total des revenus	36 258	44 335	22,3	318 070	355 624	11,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les résultats cumulés de l'exercice 2024-2025 ont été ajustés comme suit pour tenir compte de la reclassification de certains montants déjà déclarés pour les mois d'octobre et de novembre 2024, sans incidence globale sur le total des revenus : les revenus tirés de la taxe sur les produits et services ont augmenté de 1 194 millions de dollars, les droits de douane à l'importation ont été réduits de 1 380 millions de dollars et les autres taxes et droits d'accise ont été augmentés de 186 millions de dollars.

Charges

Pour le mois de décembre 2024, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 38,3 milliards de dollars, soit une hausse de 2,2 milliards de dollars (6,1 %) par rapport à décembre 2023.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (13,9 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (6,2 %), principalement en raison de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées, et de la hausse du nombre de prestataires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (46,7 %), en raison principalement d'un taux de chômage plus élevé en décembre 2024 par rapport à la même période l'année précédente et du calendrier des paiements des ententes sur le développement du marché du travail.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 48 millions de dollars (71,6 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations, qui sont comptabilisées comme une réduction des charges.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (8,4 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année, et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (13,0 %), principalement en raison des variations au calendrier annuel des versements au titre des transferts du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ainsi que de la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont augmenté de 16 millions de dollars, ou 19,5 %. On continue de remettre l'intégralité des produits directs aux provinces ou aux territoires où ils sont générés.
- Les charges de programmes directes ont baissé de 0,2 milliard de dollars (1,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont baissé de 1,2 milliard de dollars (13,9 %), principalement en raison des transferts aux peuples autochtones et de la diminution du soutien agricole, compensée en partie par des augmentations dans le cadre d'un certain nombre de programmes de transfert, notamment le Régime canadien de soins dentaires, l'Allocation canadienne pour les travailleurs et l'Allocation canadienne pour le logement.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (10,8 %), principalement en raison de la hausse des coûts du personnel au cours de l'exercice et d'un rajustement à la baisse des charges comptabilisées en décembre 2023 pour refléter une estimation révisée du passif éventuel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (16,9 %), principalement sous l'effet d'une augmentation de l'encours des obligations négociables et des rajustements plus élevés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, qui a été compensée en partie par des taux d'intérêt moins élevés sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), principalement sous l'effet de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, ainsi que de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices précédents.

Pour la période d'avril à décembre 2024-2025, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 333,2 milliards de dollars, soit une hausse de 32,2 milliards de dollars (10,7 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 9,9 milliards de dollars (11,2 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (6,5 %), en raison principalement de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (16,7 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 2,0 milliards de dollars (71,1 %), ce qui est attribuable à une diminution du montant révisé des prestations.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (8,8 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 6,7 milliards de dollars (9,5 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation, des transferts aux territoires et des variations au calendrier annuel des versements au titre des accords de santé et du Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Parmi les versements au titre des accords de santé figurent des transferts en vertu de nouvelles ententes bilatérales adaptées avec les provinces et les territoires relativement à des priorités partagées en matière de santé, qui ont été effectués vers la fin de l'exercice précédent, même si, au total, les transferts annuels devraient être similaires pour les deux exercices.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (54,0 %), en grande partie sous l'effet de l'introduction de la Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises et de la hausse du taux de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 11,7 milliards de dollars (8,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 7,5 milliards de dollars (14,8 %), en raison d'un certain nombre de facteurs, comme la hausse des transferts en lien avec les peuples autochtones, la hausse des paiements au titre de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, des transferts au titre du Régime canadien de soins dentaires et le financement pour l'initiative du leadership local pour l'adaptation climatique visant à aider les communautés à s'adapter au changement climatique.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (4,9 %), principalement en raison d'une hausse des coûts du personnel, des mauvaises créances plus élevées et d'une variation du calendrier annuel relativement aux charges des sociétés d'État consolidées, compensées en partie par une baisse des charges de santé publique.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 6,1 milliards de dollars (17,3 %), principalement sous l'effet des taux effectifs moyens plus élevés sur les obligations négociables et les bons du Trésor en circulation, ainsi que d'une augmentation de l'encours des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 2,7 milliards de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles mises à jour des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages futurs des employés du gouvernement, et de la fin de la période d'amortissement des pertes actuarielles nettes de certains exercices antérieurs.

Tableau 3

Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2023	2024	Variation	2023-2024	2024-2025	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 435	6 837	6,2	56 541	60 188	6,5
Prestations d'assurance-emploi	1 697	2 490	46,7	15 126	17 658	16,7
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-67	-19	71,6	-2 814	-813	71,1
Prestations pour enfants	2 242	2 431	8,4	19 536	21 264	8,8
Total des principaux transferts aux particuliers	10 307	11 739	13,9	88 389	98 297	11,2
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 118	4 340	5,4	37 065	39 061	5,4
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 368	1 409	3,0	12 312	12 682	3,0
Péréquation	1 997	2 104	5,4	17 972	18 940	5,4
Formule de financement des territoires	329	351	6,7	3 848	4 107	6,7
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	605	s.o.	1 788	3 349	87,3
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	204	311	52,5	2 184	2 152	-1,5
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	205	12	-94,1	414	2 837	585,3
Autres arrangements fiscaux ³	-698	-630	9,7	-4 993	-5 851	-17,2
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	7 523	8 502	13,0	70 590	77 277	9,5
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	82	98	19,5	7 379	11 363	54,0
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	8 767	7 547	-13,9	50 899	58 446	14,8
Charges de fonctionnement	9 382	10 391	10,8	83 699	87 818	4,9
Total des charges de programmes directes	18 149	17 938	-1,2	134 598	146 264	8,7
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	36 061	38 277	6,1	300 956	333 201	10,7
Frais de la dette publique	4 039	4 721	16,9	35 057	41 123	17,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	40 100	42 998	7,2	336 013	374 324	11,4
Pertes actuarielles nettes	630	335	-46,8	5 670	3 015	-46,8
Total des charges	40 730	43 333	6,4	341 683	377 339	10,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan Travailler ensemble et les accords bilatéraux pour Vieillir dans la dignité. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

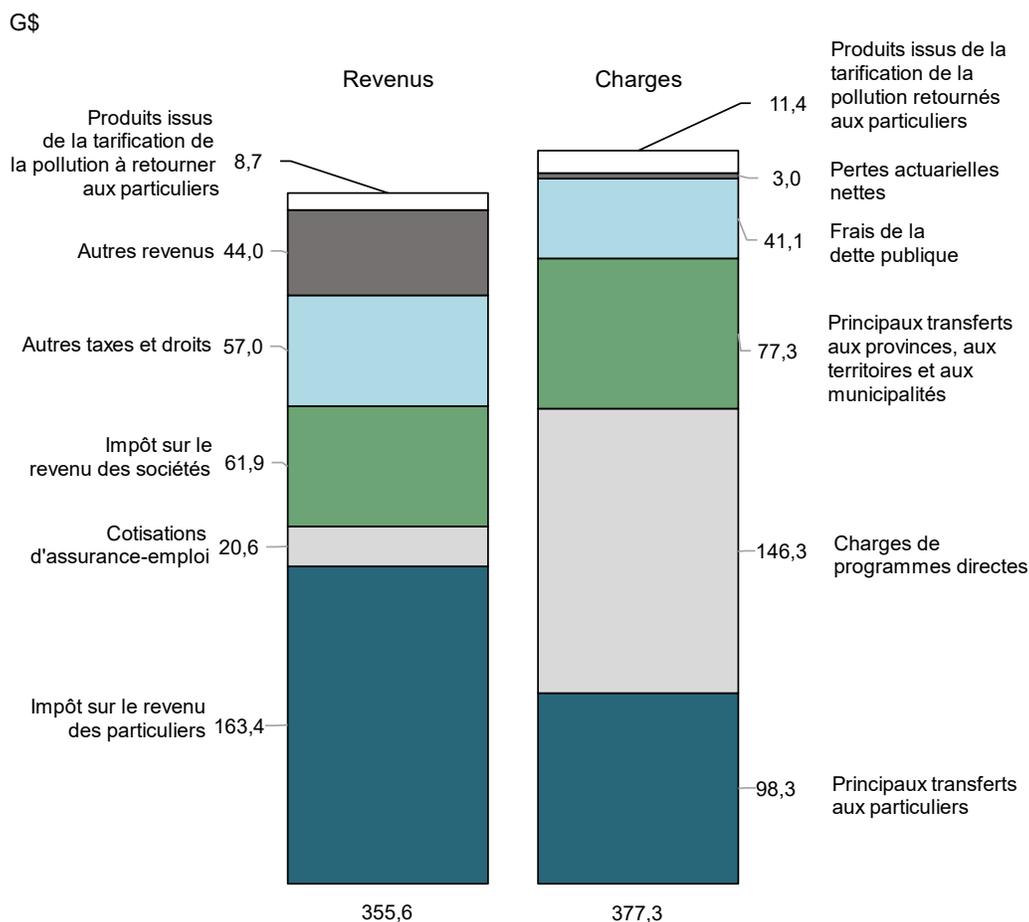
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2023	2024	Variation	2023-2024	2024-2025	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	26 679	27 886	4,5	217 257	245 383	12,9
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes et les gains actuariels nets	5 569	6 176	10,9	49 987	53 378	6,8
Transports et communications	252	240	-4,8	2 137	2 244	5,0
Information	52	49	-5,8	275	287	4,4
Services professionnels et spéciaux	1 637	1 827	11,6	12 370	13 971	12,9
Location	330	305	-7,6	3 314	3 324	0,3
Réparation et entretien	390	394	1,0	2 908	2 599	-10,6
Services publics, fournitures et approvisionnements	605	311	-48,6	3 798	2 424	-36,2
Autres subventions et charges	45	644	1331,1	4 905	5 513	12,4
Amortissement des immobilisations corporelles	492	434	-11,8	3 918	3 994	1,9
Perte nette sur cession de biens	10	11	10,0	87	84	-3,4
Total des autres charges	9 382	10 391	10,8	83 699	87 818	4,9
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	36 061	38 277	6,1	300 956	333 201	10,7
Frais de la dette publique	4 039	4 721	16,9	35 057	41 123	17,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	40 100	42 998	7,2	336 013	374 324	11,4
Pertes et gains actuariels nets	630	335	-46,8	5 670	3 015	-46,8
Total des charges	40 730	43 333	6,4	341 683	377 339	10,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à décembre 2024)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 97,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2024

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 21,7 milliards de dollars et des besoins financiers de 75,5 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2024 s'est soldée par des besoins financiers de 97,2 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 42,2 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation des besoins financiers pour les transactions non budgétaires est attribuable en grande partie à l'achat par le gouvernement d'obligations hypothécaires du Canada, comme annoncé dans l'*Énoncé économique de l'automne 2023*, ainsi qu'au refinancement de la dette de tiers de Trans Mountain Corporation. Pour plus de clarté, ce refinancement, fourni par l'entremise du Compte du Canada d'Exportation et développement Canada à la Financière Canada TMP Ltée, n'est pas progressif et a remplacé une dette de tiers plus coûteuse. Les achats d'Obligations hypothécaires du Canada ont commencé en février 2024, et le gouvernement a l'intention d'en acheter jusqu'à un maximum annuel de 30 milliards de dollars, tout en veillant à ce que le rythme et le volume de ces achats soient appropriés aux conditions du marché.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-4 472	1 002	-23 613	-21 715
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	9 177	3 160	-11 177	-14 432
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	2 317	1 239	9 519	6 453
Comptes de changes et produits dérivés	-191	-1 690	-9 970	-7 425
Prêts, placements et avances	570	-23 218	-3 892	-53 649
Actifs non financiers	-733	-1 391	-3 036	-6 427
Total des opérations non budgétaires	11 140	-21 900	-18 556	-75 480
Ressources ou besoins financiers	6 668	-20 898	-42 169	-97 195

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 64,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 97,2 milliards de dollars en puisant 32,5 milliards de dollars dans ses soldes de trésorerie et en augmentant la dette non échue de 64,7 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de décembre 2024, les soldes de trésorerie s'élevaient à 34,1 milliards de dollars, soit 30,7 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois de décembre 2023.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Ressources ou besoins financiers	6 668	-20 898	-42 169	-97 195
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	14 150	10 652	11 751	39 200
Bons du Trésor	-4 832	6 153	46 503	18 521
Total des emprunts en dollars canadiens	9 318	16 805	58 254	57 721
Emprunts en devises	330	1 560	7 105	7 170
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	9 648	18 365	65 359	64 891
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-18	-39	-192	-228
Variation nette dans les activités de financement	9 630	18 326	65 167	64 663
Variation de la trésorerie	16 298	-2 572	22 998	-32 532
Trésorerie à la fin de la période			64 794	34 124

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé reflète le solde budgétaire cumulatif auquel s'ajoutent les gains et les pertes de réévaluation.

Les gains et pertes de réévaluation comprennent :

- les changements à la valeur marchande des produits dérivés, comme les accords de swap et les contrats à terme sur devises, auxquels le gouvernement a recours pour gérer les risques financiers;
- certains gains et pertes non réalisés sur instruments financiers et certains gains et pertes actuariels liés aux pensions et autres avantages futurs des employés déclarés par les sociétés d'État consolidées, les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises publiques.

Les gains et les pertes de réévaluation ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire, mais sont plutôt imputés directement au déficit accumulé. Le gouvernement a commencé à prendre en compte les gains et les pertes de réévaluation en 2022-2023 avec l'adoption d'une nouvelle norme du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public concernant les instruments financiers.

Le déficit accumulé a augmenté de 16,6 milliards de dollars entre avril 2024 et décembre 2024, en raison du déficit budgétaire de 21,7 milliards de dollars et des gains de réévaluation nets de 5,1 milliards de dollars.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

\$ millions

	31 mars 2024	31 décembre 2024	Variation
Passif			
Créditeurs et charges à payer	264 056	249 739	-14 317
Dettes portant intérêt			
Dettes non échues			
Payables en dollars canadiens			
Obligations négociables	1 087 686	1 126 886	39 200
Bons du Trésor	262 983	281 504	18 521
Total partiel	1 350 669	1 408 390	57 721
Payables en devises	21 246	28 416	7 170
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 907	4 679	-228
Total de la dette non échue	1 376 822	1 441 485	64 663
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	165 354	158 676	-6 678
Autres avantages futurs pour les employés et les anciens combattants	196 350	209 805	13 455
Autres passifs	6 963	6 639	-324
Total des régimes de retraite et autres passifs	368 667	375 120	6 453
Total de la dette portant intérêt	1 745 489	1 816 605	71 116
Passif des comptes d'opérations de change	44 106	46 371	2 265
Produits dérivés ¹	4 131	2 702	-1 429
Total des passifs	2 057 782	2 115 417	57 635
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	292 103	259 686	-32 417
Actifs des comptes d'opérations de change	180 140	195 445	15 305
Produits dérivés ¹	2 928	227	-2 701
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ²	209 802	264 183	54 381
Actifs des régimes de retraite du secteur public	20 055	20 055	-
Total des actifs financiers	705 028	739 596	34 568
Dettes nettes	1 352 754	1 375 821	23 067
Actifs non financiers	116 603	123 030	6 427
Dettes fédérales (déficit accumulé)	1 236 151	1 252 791	16 640

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le solde net des actifs et passifs dérivés au 31 décembre 2024 comprend des gains nets de réévaluation de 4,3 milliards de dollars provenant du changement à leur valeur marchande pendant la période d'avril 2024 à décembre 2024.

² Le montant du 31 décembre 2024 comprend des profits nets de réévaluation de 0,7 milliard de dollars provenant des sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises publiques, ainsi que des variations de la juste valeur des placements détenus par les sociétés d'État consolidées, pour la période d'avril 2024 à décembre 2024.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Février 2025